

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 372 / Juillet 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2022

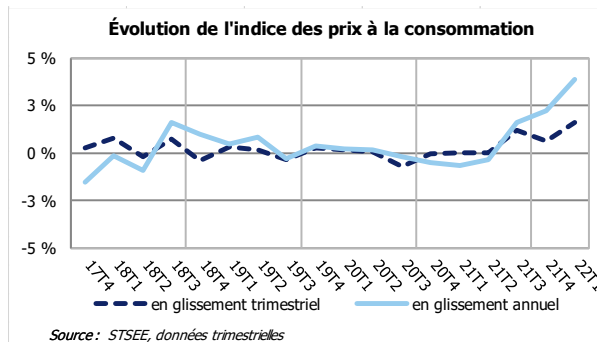
Après le léger repli du quatrième trimestre, la conjoncture du premier trimestre se redresse. L'indice des prix est toujours en hausse, tiré par les prix de l'énergie. La consommation des ménages, principal pilier de l'économie du Territoire, se stabilise. Les indicateurs de vulnérabilité des ménages (interdictions bancaires, incidents de paiements par chèque, retraits de cartes bancaires) poursuivent leur amélioration. En ce qui concerne les entreprises, les importations de biens d'équipement et d'investissement continuent d'être en baisse sur l'année. L'activité du secteur du BTP est également en recul, après un quatrième trimestre exceptionnel pour les importations de ciment. Le trafic international reste très faible depuis septembre, avec la propagation de la pandémie de Covid-19 en Nouvelle-Calédonie, mais il devrait augmenter dans les prochains trimestres, notamment avec la réouverture des frontières le 11 juillet.

Un premier trimestre en reprise après le léger repli du quatrième trimestre

Un indice des prix toujours en hausse

L'indice des prix à la consommation augmente de 1,6 % sur un trimestre, après les hausses du troisième (+1,2 %) et du quatrième (+0,6 %) trimestres. Hormis les produits manufacturés (-0,2 %), tous les prix progressent : +0,8 % pour l'alimentation, +2,5 % pour les services et surtout +7,1 % pour l'énergie.

En rythme annuel, l'indice est également en hausse (+3,9 %), notamment à cause des prix de l'énergie (+24,8 %). En effet, les prix des hydrocarbures ont beaucoup augmenté durant l'année : +29,0 % pour l'essence et +25,0 % pour le gasoil de mars 2021 à mars 2022. Les prix de l'alimentation (+3,3 %), des services (+2,2 %) et des produits manufacturés (+0,4 %) sont également en hausse.

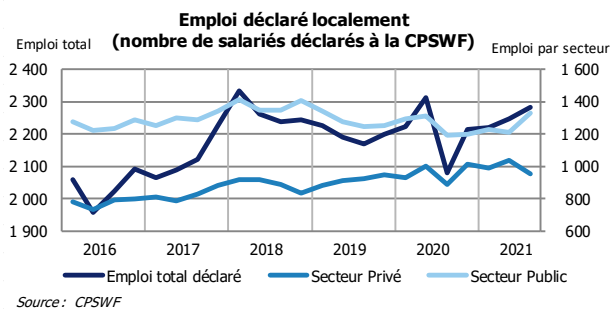


Augmentation de l'emploi déclaré dans le secteur public, recul dans le secteur privé

Selon les données à fin décembre 2021, 2 282 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 246 à fin septembre 2021. L'emploi augmente en rythme trimestriel (+1,6 %) et en rythme annuel (+9,7 %).

À fin décembre 2021, on dénombre 1 330 salariés dans le secteur public, en hausse par rapport au trimestre précédent (+9,8 %) et par rapport à l'année précédente (+11,5 %). Le secteur privé compte 952 salariés, soit une baisse en rythme trimestriel (-8,0 %), mais une hausse en rythme annuel (+7,2 %).

Dans le secteur privé, l'emploi déclaré diminue dans l'ensemble des secteurs, hormis dans celui du commerce (+5,1 %). Les secteurs du BTP, de l'industrie/artisanat et surtout des services sont en baisse par rapport au troisième trimestre (respectivement -2,0 %, -6,0 % et -19,3 %).



Comme les emplois déclarés ont augmenté dans le secteur public et diminué dans le secteur privé, la part de l'emploi du secteur public dans l'économie du Territoire augmente pour s'établir à 58,3 % (contre 53,9 % au trimestre précédent).

La consommation des ménages se stabilise

Après leur léger retrait au quatrième trimestre 2021 (-2,2 %, CVS), les importations de biens de consommation sont en hausse au premier trimestre (+14,4 %, CVS), à 407 millions de F CFP (données CVS). Les importations de biens de consommation sont stables en glissement annuel (+0,8 %, CVS).

Les importations de biens d'équipement du foyer sont en hausse sur le trimestre (+9,8 %, CVS) mais en baisse sur l'année (-8,4 %, CVS), pour s'établir à 134 millions de F CFP (CVS). Les importations d'articles d'habillement sont également en hausse sur le trimestre (+6,7 %, CVS) et sur l'année (+1,1 %, CVS), à 69 millions de F CFP (CVS).

Avec 29 immatriculations (données CVS), le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs est stable sur le trimestre (+1,7 %, CVS) et augmente sur l'année (+7,2 %, CVS¹).

La consommation d'électricité est en légère baisse sur le trimestre (-1,6 %, CVS) et en hausse sur l'année (+10,1 %, CVS).

À fin mars 2022, les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire diminue sur le trimestre (-2,0 %) et sur l'année (-21,5 %), passant de 197 à 193 personnes. Le nombre d'incidents de paiement par chèque est en augmentation en rythme trimestriel (+50,0 %, soit 120 incidents contre 80 au quatrième trimestre) mais en baisse en rythme annuel (-57,0 %). Le nombre de retraits de cartes bancaires est nul, comme lors du trimestre précédent.

Reprise de l'investissement des entreprises

Après leur forte baisse du quatrième trimestre (-31,7 %, CVS), les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises sont en augmentation au premier trimestre (+37,5 %, CVS) mais en baisse sur l'année (-13,9 %, CVS)². Les importations de biens intermédiaires sont en baisse par rapport au quatrième trimestre (-7,6 %, CVS) et surtout sur l'année (-29,6 %, CVS)³.

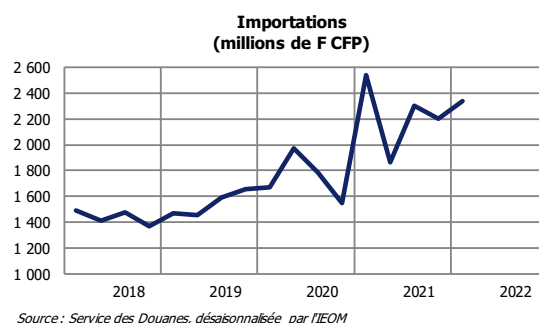
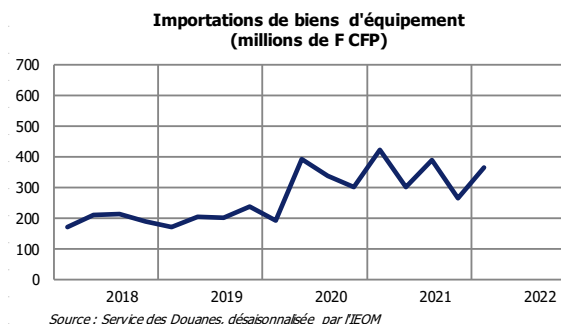
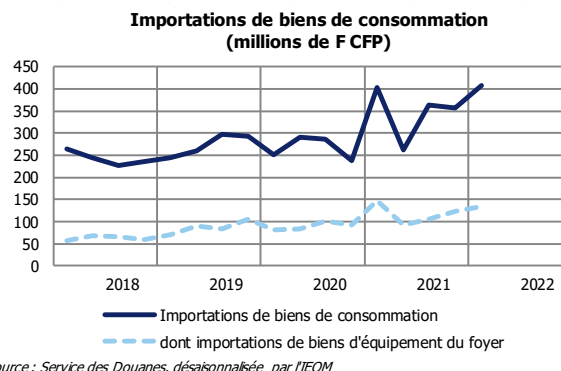
Avec 54 immatriculations (données CVS), les immatriculations de véhicules utilitaires sont en hausse par rapport au quatrième trimestre (+76,5 %, données CVS⁴) et sur l'année (+73,7 %, CVS).

Le taux de créances douteuses brutes des entreprises reste stable par rapport aux deux trimestres précédents, à 0,9 %. Comme au trimestre dernier, il est en baisse en glissement annuel (-0,7 point), constituant le taux le plus faible de ces dernières années (1,3 % en moyenne en 2021, 2,2 % en 2020 et 4,0 % en 2019).

Les importations sont en repli sur l'année mais restent à un niveau élevé

Les importations totales augmentent sur le trimestre (+6,1 %, CVS), mais sont en recul sur l'année (-8,0 %, CVS), avec des importations à un niveau exceptionnel au premier trimestre 2021. Elles s'élèvent à 2 340 millions de F CFP (données CVS).

Premier poste d'importations, les importations de produits alimentaires sont stables par rapport au quatrième trimestre (+0,2 %, soit 638 millions de F CFP contre 637 millions au trimestre précédent, CVS). Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires à destination des entreprises (respectivement 365 et 349 millions de F CFP,



¹ Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules.

² Suite à un changement méthodologique dans le traitement de ces données, ces variations peuvent être soumises à des écarts par rapport aux précédentes publications.

³ Suite à un changement méthodologique dans le traitement de ces données, ces variations peuvent être soumises à des écarts par rapport aux précédentes publications.

⁴ Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

CVS) représentent à elles deux 714 millions de F CFP au premier trimestre 2022 contre 643 millions de F CFP au quatrième trimestre 2021, soit une hausse de 11 % (CVS)⁵.

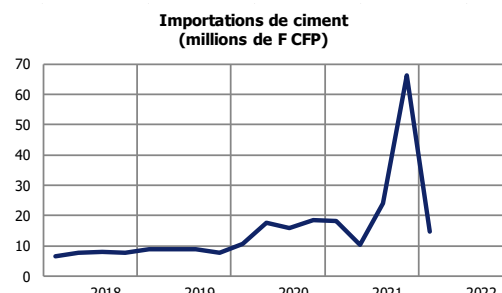
Les revenus douaniers et les taxes d'entrée sont en hausse de 12,5 % sur le trimestre, à 435 millions de F CFP (CVS), un niveau également en augmentation par rapport à celui du premier trimestre 2021 (+6,3 %)⁶. Les taxes intérieures sur la consommation (alcool, tabac, hydrocarbures) sont également en augmentation sur le trimestre (+4,1 %, CVS) et sur l'année (+17,9 %, CVS).

Situation mitigée pour les principaux secteurs d'activité

Le secteur du BTP en recul par rapport à un quatrième trimestre exceptionnel

Après la progression exponentielle du quatrième trimestre (+176,9 %, CVS), les importations de ciment enregistrent une diminution, en rythme trimestriel (-77,6 %) comme en rythme annuel (-18,4 %, CVS). Ces importations s'élèvent à 14,8 millions de F CFP (CVS), contre 66,2 millions de F CFP (CVS) au trimestre précédent, et 29,6 millions de F CFP en moyenne sur l'année 2021 (CVS). En fin de quatrième trimestre, les effectifs salariés sont stables (-2,0 % à fin décembre par rapport à fin septembre) pour s'établir à 98 employés.

Ces fortes variations s'expliquent par les difficultés d'approvisionnement liées à la fermeture des frontières et au fait que les entreprises ont tendance à constituer des stocks afin de pallier les délais d'acheminement.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Une activité commerciale en essor

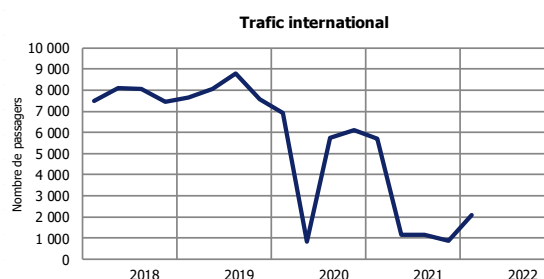
Après le recul du quatrième trimestre avec des importations en baisse pour les entreprises, le secteur du commerce est dans une situation plus favorable. Les importations de produits alimentaires, de biens d'équipement du foyer et d'articles d'habillement et surtout de biens d'équipement sont en augmentation sur le trimestre (respectivement +0,2 %, +9,8 %, +6,7 % et +37,5 %, CVS). En revanche, les importations de biens intermédiaires sont en baisse (respectivement -7,6 %, CVS).

Un trafic aérien toujours en deçà mais qui reprend

Les vols passagers vers Wallis (suspendus début septembre avec la propagation de la pandémie de Covid-19 en Nouvelle-Calédonie) ont pu reprendre le 18 novembre, avec la nécessité d'un motif impérieux et d'un confinement strict à l'hôtel, à raison d'un vol par semaine.

Le trafic international est ainsi en forte hausse au premier trimestre par rapport au quatrième trimestre (+139,9 %, CVS), mais reste en baisse sur l'année (-63,2 %, CVS), avec 2 099 passagers⁷.

Quant au trafic intérieur, il est stable sur le trimestre (+2,6 %, CVS) et sur l'année (-0,7 %). Le trafic aérien global s'élève ainsi à 4 461 passagers au premier trimestre, soit une augmentation en rythme trimestriel (+40,4 %, CVS), mais une baisse en rythme annuel (-44,8 %).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

Il devrait continuer à augmenter dans les prochains trimestres, notamment à partir de la réouverture des frontières le 11 juillet.

⁵ Suite à un changement méthodologique dans le traitement de ces données, ces variations peuvent être soumises à des écarts par rapport aux précédentes publications.

⁶ Le taux de taxation variant de manière importante en fonction du type d'importation, une modification de la composition des importations globales peut donc faire fortement varier le niveau des taxes d'un trimestre à l'autre.

⁷ Suite à un changement méthodologique dans le traitement de ces données, ces variations peuvent être soumises à des écarts par rapport aux précédentes publications.

La conjoncture régionale et internationale

LA DYNAMIQUE DE REPRISE EST AFFAIBLIE PAR L'ACCROISSEMENT DES INCERTITUDES

Selon les estimations publiées par le FMI en avril 2022, le PIB mondial a progressé de 6,1 % en 2021. Les ruptures d'approvisionnement et la dégradation de la situation sanitaire dans plusieurs pays ont finalement eu un impact modéré sur la croissance mondiale. Pour 2022, le FMI table sur une augmentation du PIB mondial de 3,6 %, soit un rythme nettement inférieur à ce qui avait été anticipé six mois plus tôt (-1,3 point). Cette révision est en particulier liée à la guerre en Ukraine qui a des répercussions économiques importantes à l'échelle mondiale, notamment sur le niveau des prix de l'énergie et de certaines denrées alimentaires.

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 0,4 % au premier trimestre 2022, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,7 % au quatrième trimestre 2021. Alors que la consommation des ménages et l'investissement continuent de progresser sur le trimestre, le recul du PIB s'explique par le déstockage opéré par les entreprises, la réduction des dépenses publiques et surtout la nette augmentation du déficit commercial, liée notamment aux importations de pétrole. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 3,7 % sur l'ensemble de l'année.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au premier trimestre 2022 après une hausse de 0,2 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des exportations alors que la consommation des ménages recule, grevée par une inflation qui s'est élevée à 7,4 % à fin mars dans la zone euro. Le taux de chômage continue quant à lui de baisser, pour s'établir à 6,8 % à fin mars, contre 8,2 % un an plus tôt. Sur l'ensemble de l'année, le PIB pourrait croître de 2,8 % selon le FMI.

D'après l'Insee, le PIB de la France a reculé de 0,2 % au premier trimestre 2022 après une croissance de 0,4 % au trimestre précédent. Cette contraction s'explique principalement par la nette baisse de la consommation des ménages (-1,5 %) tandis que l'investissement des entreprises progresse de 0,6 %. La hausse des exportations (+1,2 %) est quant à elle supérieure à celle des importations (+0,5 %). Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 3,4 % dans le scénario conventionnel et de 2,8 % dans le scénario dégradé sur l'ensemble de l'année 2022.

Au Japon, le PIB a baissé de 0,1 % au premier trimestre 2022 après une augmentation de 1,0 % au quatrième trimestre 2021. Ce recul provient essentiellement d'une hausse du déficit commercial alors que la demande intérieure a progressé de 0,2 %, tirée par l'investissement privé. Pour l'ensemble de l'année 2022, le FMI anticipe une croissance du PIB de 2,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 3,8 % en 2022. Obérée par les restrictions sanitaires strictes, la croissance chinoise serait limitée à 4,4 % tandis que la Russie, dans le contexte de la crise en Ukraine, enregistrerait un recul sensible de son PIB (-8,5 %). À l'inverse, la croissance devrait demeurer soutenue en Inde (+8,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 15 juin 2022.

L'INFLATION N'ÉPARGNE PAS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

L'inflation atteint des sommets dans de nombreux pays, le conflit entre l'Ukraine et la Russie ayant un fort impact au niveau mondial sur les prix de l'énergie et des produits alimentaires, ainsi que les confinements en Chine qui perturbent les circuits d'approvisionnement.

En **Australie**, la croissance du PIB est de 4,7 % en glissement annuel entre décembre 2020 et 2021 et devrait en 2022 progresser de 4,2 % selon les dernières prévisions du FMI. Les prix à la consommation augmentent de 5,1 % en glissement annuel au premier trimestre 2022 du fait des hausses importantes des prix des logements neufs (+5,7 %) et du carburant (+11,0 %). Le taux de chômage continue quant à lui de baisser pour atteindre un taux de 3,9 %, son niveau le plus bas depuis plus de 10 ans, engendrant des pénuries de main-d'œuvre pour certains secteurs.

Le PIB **néo-zélandais** augmente de 5,6 % en 2021 et les projections du FMI pour 2022 sont de 2,7 %. La Nouvelle-Zélande est aussi victime de tensions inflationnistes : son IPC augmente de +6,9 % en glissement annuel au premier trimestre 2022, du fait principalement de la hausse des dépenses liées au logement (+8,6 %), des transports (+14 %) et de l'alimentation (+6,7 %). Sur la période, le taux de chômage se stabilise à 3,2 %, soit le taux le plus bas depuis 1986, entraînant une hausse des salaires annuelle de 2,6 %. Dans ce contexte, la Reserve Bank of New Zealand, qui a commencé à durcir sa politique monétaire dès le dernier trimestre 2021, a augmenté son principal taux directeur, l'Official cash rate, de 0,75 % à 1 % en février.

L'**Indonésie** voit la croissance de son économie accélérer au premier trimestre 2022, +5 % en glissement annuel, après 3,5 % au trimestre précédent, stimulée par l'essor des exportations (+16,2 %). Productrice de premier plan de matières premières, telles que le charbon, le nickel ou l'huile de palme, elle a tiré parti de la hausse des cours mondiaux. La consommation des ménages (+4,3 %) a également contribué à la tendance, en dépit de la circulation active du variant Omicron au cours du premier trimestre 2022. Au premier trimestre 2022, la Bank Indonesia a choisi de maintenir ses taux directeurs, inchangés depuis juin 2016, afin de soutenir la reprise économique, estimant qu'avec un indice des prix à la consommation à +2,6 % en glissement annuel en mars, l'inflation conservait un niveau encore acceptable.

Aux **îles Fidji**, l'indice des prix à la consommation s'affiche à +4,7 % en glissement annuel en mars 2022 (+3 % en décembre 2021), impacté par la hausse des prix de carburants (+8,4 % sur les prix du transport) et des matières premières, les problèmes d'approvisionnement et les catastrophes naturelles. Le cyclone Cody, survenu en janvier, a compromis les récoltes, notamment de fruits et légumes locaux. Par conséquent, les prix des produits alimentaires et des transports, augmentent de respectivement 8 % et 8,4 %.

Sources : FMI, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Bank Indonesia, Fiji Bureau of Statistics